

Éditorial  
p. 2 et 3

Lettre à Marie  
p. 4

Forum social  
mondial  
p. 6 et 7

Syndicalisation  
p. 8 *Et bien plus...*



# RÉFLEXE

Édition Septembre 2016





*Ann Gingras, présidente du CCQCA*

# UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DE LA RIPOSTE

**Avec l'été qui s'apprête à se retirer en douceur pour laisser place aux splendeurs de l'automne, les activités bourdonnent et se préparent à prendre leur envol. Fraîchement sortie du congrès, l'équipe du conseil central se met, elle aussi, à pied d'œuvre afin de planifier le prochain mandat qui sera passablement rempli de défis. Les membres du comité exécutif se sont rencontrés deux jours la semaine dernière soit les 25 et 26 août, pour faire le point sur les mandats dévolus au conseil central par le congrès. Rien ne devait être échappé! Les 7, 8 et 9 septembre, ce sera au tour des membres du conseil syndical avec l'équipe de travail de se réunir pendant trois jours intensifs de travaux et d'échanges, afin que l'on soit fin prêts à répondre de façon percutante aux besoins des syndicats.**

### **Ma place en santé, j'y tiens**

Cette campagne, votée par la CSN au mois de mai dernier, a été lancée officiellement par le conseil central à la fin du mois de juin. Elle vise une défense orchestrée de notre système public de santé et de services sociaux. Avec 50 millions de dollars de compressions supplémentaires au 125 millions de dollars déjà amputés dans notre région, la riposte doit se préparer. Cette campagne vise justement à valoriser et à renforcer nos services publics ainsi qu'à alerter la population sur les impacts. C'est dans ce cadre qu'une rencontre s'est tenue le 24 août avec les syndicats qui composent le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) et le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSS), ces mégastructures créées par Gaétan Barrette. Si vous croyez que l'on coupe dans le gras, détrompez-vous! Des ratés conti-



nent de s'empiler. Les politiques d'austérité, la vaste réforme engagée par Barrette et la privatisation des services mettent à mal notre réseau public universel de santé et de services sociaux. Partout sur le territoire de Québec-Chaudière-Appalaches et dans tous les types d'établissements, l'inquiétude ne cesse d'augmenter devant les coupes, la privatisation de services ainsi que devant un alourdissement de la charge de travail pour toutes les catégories de personnel. La détresse est palpable et elle a des effets concrets sur la qualité des services.

Il faut s'opposer de manière frontale, en bloc, à son démantèlement. Les coupes de services, le sous-financement des établissements, les transferts subventionnés de ressources publiques vers le privé, la surcentralisation des services, l'omerta qui règne dans le réseau, les réorganisations à répétition et l'alourdissement des charges de travail contribuent à miner notre réseau public. Une seule logique prévaut pour ce gouvernement, soit celle de favoriser le développement du privé au détriment du public. Les médecins deviennent le pivot du système au lieu des personnes utilisatrices. C'est une aberration et c'est tout cela qui est à dénoncer pour qu'enfin la population puisse se manifester pour freiner et stopper cette œuvre de démolition du gouvernement Couillard.

### La loi 10

Parlant de gestes de démolition du gouvernement, il n'y a pas meilleur exemple que la loi 10 qui a fusionné les établissements de santé pour faire des monstres couvrant une région complète. Le gouvernement

savait très bien ce qu'il faisait. Avec les règlements des conventions collectives, cette loi s'appliquera et provoquera une vaste période de changement d'allégeance au niveau de la santé et des services sociaux qui sera annoncée officiellement dans quelques jours. Il va sans dire que tout sera mis en œuvre afin de soutenir les syndicats locaux dans cette lutte titanesque.

### Des fronts multiples

Le projet de loi 110 concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal a été débattu en commission parlementaire au mois d'août. Alors que Régis Labeaume exhorte le gouvernement à procéder, nous savons pertinemment que la mise en œuvre de cette législation brimera les droits des travailleuses et des travailleurs dans le secteur municipal et dans le secteur du transport en commun, en niant un droit fondamental qui est la libre négociation. La bonne foi des employeurs, de Régis Labeaume, vous y croyez vraiment? À la lecture des articles dans ce journal, vous êtes à même de constater la diversité des luttes entreprises par les travailleuses et les travailleurs de la région. Des luttes qui se mènent pour le respect certes, mais aussi pour les utilisatrices et les utilisateurs des services. Alors que c'est le profit et le pouvoir qui motivent les employeurs et les gestionnaires, nous avons un devoir de tout faire pour soutenir ceux et celles qui, au quotidien, sont confrontés à l'arbitraire et l'injustice...c'est ça, l'essence même de la solidarité.

Bonne rentrée à toutes et à tous!

# LETTRE À MARIE

ÉMILIA CASTRO

Querida Maria (Chère Marie),

Quel beau souvenir j'ai gardé de mon séjour dans ton beau pays, le Guatemala, au mois de juillet. Le Comité international de la Marche mondiale des femmes a eu une excellente idée de tenir sa rencontre dans ce beau pays. Cette visite nous a permis de partager notre travail avec les groupes de femmes guatémaltèques, avec lesquelles tu travailles. Ce fut une expérience très intéressante particulièrement au niveau de la formation politique féministe. Nous avons appris de vos méthodes qui facilitent la prise de conscience des différentes problématiques que nous vivons comme peuple et comme femmes.

Notre rencontre du comité international nous a permis de finaliser le programme pour la rencontre internationale qui se tiendra au mois d'octobre à Maputo, au Mozambique. Une partie importante de notre rencontre internationale portera sur la situation actuelle dans le monde et en particulier dans nos régions.

Il s'agit d'un moment important pour notre mouvement, car cette rencontre nous permettra d'échanger sur les différentes réalités que nous vivons dans nos pays et régions, en cette période de crise. Il sera également question de la répression et de l'assassinat des activistes des mouvements sociaux



et de la croissance des fondamentalistes qui s'attaquent au peuple et particulièrement aux femmes. La situation mondiale nous permet encore une fois de constater les reculs de nos victoires et les attaques que les peuples, les mouvements sociaux et les mouvements de femmes vivent.

C'est dans ce contexte que s'est tenue à Montréal, la 12<sup>e</sup> édition du Forum social mondial, du 9 au 14 août. Il y avait une importante délégation CSN, dont le conseil central faisait parti. Nous avons participé aux différents ateliers. Il y a eu des marches, des vigiles et une panoplie d'activités pour permettre la réflexion collective autour des alternatives que nous devons mettre de l'avant.

Nous avons également participé à une vigile pour dénoncer l'assassinat de Berta Caceres, du mois de mars 2016. C'était une militante écologiste hondurienne issue de la communauté Lenca. Elle a fondé, en 1993, le Conseil national des organisations indigènes et populaires du Honduras (Copinh). Malgré les menaces, elle a continué son travail afin d'empêcher pacifiquement la construction du barrage d'Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque, dans le nord-ouest du Honduras. Cette militante avait obtenu le prix Goldman pour l'environnement en 2015.

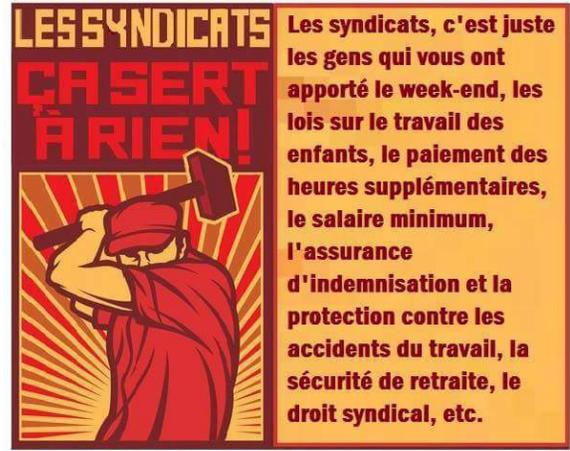
Il est maintenant temps de partager cette expérience avec nos camarades afin de construire des alternatives pour bâtir un monde plus juste et équitable. Tu trouveras dans le journal « *Le Réflexe* », des articles qui témoignent de notre participation.

*Emília Castro*



Article rédigé par Luc Forbeaux  
Représentant à la vie régionale de  
la région métropolitaine de Québec

Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches



**Juste deux, trois bricoles qui ne servent à rien....**

## UNE RAISON D'ÊTRE...

**« Se poser la question pour savoir si ce que tu gagnes vaut le prix de ce que tu paies. Cela met directement en perspective une façon particulière de s'interroger sur notre société ».**

Se rendre compte que les structures sociales qui sont censées protéger les moins nantis, les plus vulnérables de notre société sont mis à sac par des politiciennes et politiciens verreux, entrés au pouvoir par la crédulité d'une population complètement anesthésiée par des médias complices, se laissent dicter trop facilement ce qu'il faut penser.

Regardez ce cirque médiatique que sont les élections où la corruption et le mensonge avec un grand « M » sont devenus le pivot de toutes réussites politiques.

Constater que notre société se tourne radicalement non plus vers la démocratie, mais bien vers des puissants lobbys.

Accepter que les partis politiques qui se disent les porte-étendards de la démocratie, se réfugient derrière les lois du bâillon et des votes de partis en pure violation d'une véritable liberté démocratique.

Laisser des grandes sociétés multinationales ou des organismes d'état à leur solde; qui ont vu le jour grâce à l'argent des travailleurs et du peuple québécois, en général se conduire en tyrans despotiques de par leur monopole et engranger des centaines de millions de dollars sur le dos de ceux qui les ont fait naître.

Enfin, se résigner à ce que cette véritable cacophonie très bien orchestrée, sonne le glas d'un monde où le fait de vouloir vivre sainement et vouloir rester en santé dans un environnement préservé devient utopique.

Au regard d'un si bref constat... Je, tu, il, elle, nous tous, réalisons qu'en fait, notre travail et ses conditions ne sont qu'une partie de nos préoccupations et de notre militantisme. Ce n'est plus une bataille que nous menons, ni même une guerre, c'est une véritable croisade!

Ne nous leurrions pas, ce n'est pas pour rien que les syndicats et le syndicalisme subissent une attaque en règle et sont la cible des politiciens et de leurs doctrines. Nous sommes, nous « les syndicaux », devenus les derniers remparts populaires et démocratiques qui continuent au quotidien de dénoncer et jeter des bâtons dans les roues des politiques socialement liberticides, destructrices du bien commun. Nous sommes, durant toute l'année, une « épée de Damoclès » sur leurs têtes, une épine dans le talon de ces gouvernements qui gèrent pour le bénéfice d'une infime minorité outrageusement riche et puissante.

Sans vouloir tomber dans la rhétorique, je vous dirai qu'au fil des décennies, avec l'aide de femmes et d'hommes comme Léa Roback, Madeleine Parent ou encore Michel Chartrand, ainsi que bien d'autres à travers le monde des luttes ouvrières, le syndicalisme s'est forgé une sorte de philosophie propre à ses principes de solidarité. Ces principes sont aujourd'hui les jalons indispensables d'une société équitable, qui sans vouloir tout remettre en question, se veut simplement d'être humaine.

En finissant, une personne remarquable m'a simplement fait comprendre ce qu'est « Être un syndicaliste », c'est une personne qui a la capacité de s'**indigner**... et à mon tour de rajouter : de **résister** jusqu'à s'il le faut, **riposter** !

**N'oublions jamais que l'apartheid était légal, la Shoah était légale, le nazisme était légal, l'esclavage était légal, la colonisation était légale. La légalité est une affaire de pouvoir et non de justice.**

Solidairement vôtre,

**Montréal a été l'hôte du FSM du 9 au 14 août 2016. Une première dans un pays de l'hémisphère Nord. Selon « Le Devoir » du 16 août, il y aurait eu plus de 35 000 participantes et participants provenant d'un peu partout sur la planète. Ce qui fut déplorable c'est que plus de 200 personnes, dont 7 députés ou ministres de pays du Sud, ont vu le Canada leur refuser un visa d'entrée pour participer au FSM.**

Par contre, nous pouvons être fiers de la CSN, qui depuis 2013, avec d'autres groupes du Québec, a travaillé d'arrache-pied pour l'obtention du FSM à Montréal. Un des objectifs recherché est de tisser des liens avec les organisations à l'international. La plupart des participantes et des participants sont délégués de syndicats, de groupe de femmes, groupes environnementaux, etc. Les discussions se déroulent dans des ateliers d'une durée approximative de 2 h, et ce, à compter de 9 h le matin. Ceux-ci sont regroupés par thème et il y a 13 thèmes. De 16 h à 18 h, ce sont les ateliers de convergence (par thème) pour préparer des actions collectives avec des échéanciers afin de maximiser leurs impacts. De 18 h à 20 h, ce sont les grandes conférences, avec des conférenciers reconnus. En soirée, il y a des spectacles un peu partout sur le site du FSM. De plus, plusieurs manifestations se déroulent durant la journée et le soir, comme la manifestation contre le projet de l'Oléoduc Énergie Est.

## Accord de libre-échange

Dans tous les ateliers auxquels j'ai participé, ce qui se dégagait était l'importance de créer des coalitions les plus larges possible, afin de contrer les attaques néo-libérales. Ceci étant dit, il y a déjà un gros travail qui se produit par les organisations de tous les secteurs pour atteindre cet objectif. Premièrement, nous devons apprendre à nous connaître et à respecter nos dif-

férences. La plupart de ces organisations ont de faibles moyens financiers et comptent sur leurs militants bénévoles pour faire avancer leurs causes. Malgré tout, le travail progresse. Par exemple, à l'automne 2016, en France, en Belgique et en Suisse, il y aura plusieurs manifestations de prévues dans de nombreuses villes pour contester les accords de libre-échange. Ils tentent de coordonner les dates de ces manifestations tant au niveau national qu'international.



## Paradis fiscaux

Les paradis fiscaux sont au cœur des inégalités. Dans ce contexte, que peut bien vouloir dire la liberté et les droits pour le commun des mortels? Pour les multinationales et les investisseurs étrangers, la liberté est de faire ce qu'ils veulent, où ils veulent et quand ils le veulent sans aucune contrainte. En contrepartie, pour les citoyennes et les citoyens, c'est l'austérité due au manque à gagner de nos gouvernements. C'est une usurpation des droits par les multinationales, car pour la population, l'austérité signifie moins de services publics, moins de droits, moins d'emplois de qualité et moins de démocratie. Là aussi la riposte s'organise avec des groupes comme Attac-Québec. Il faut admettre que le scandale de *Panama Paper* prouve à la population que l'évasion fiscale n'est pas qu'un mythe et le scandale nous aide en plus, à comprendre le rôle des banques, des firmes de comptables et des bureaux d'avocats.

## Minières, droits humains et syndicaux en Amérique du Sud

En Amérique du Sud, les minières sont de véritables tyrans. Elles ne respectent pas les lois, ni les travailleurs et encore moins l'environnement. Les militantes et militants syndicaux, environnementalistes et les gens qui luttent pour les droits humains se font assassiner par ces entreprises avec la complicité de la police et de l'État. Ceux et celles qui ne sont pas assassinés sont criminalisés avec de lourdes peines d'emprisonnement. Les organisations de l'Amérique du Sud nous demandent de les appuyer en exigeant de notre gouvernement canadien d'annuler les protections à ces minières (le Canada est un paradis réglementaire pour les minières, il les met à l'abri des poursuites ailleurs). Quarante-vingts pourcent des minières sont enregistrées au Canada et à la bourse de Toronto. De plus, ces organisations exigent que les hauts dirigeants de ces entreprises soient imputables et personnellement passibles de prison pour leurs crimes. Autre constat : si l'on veut un virage vers les énergies alternatives vertes et ainsi sauver la planète (mais surtout l'être humain), nous devons réglementer l'économie et les entreprises. Le capitalisme sauvage est l'ennemi de tous.



Claude Allard  
Responsables des dossiers  
en environnement et représentant à la  
vie régionale de la région métropolitaine de Québec

# FORUM SOCIAL MONDIAL 2016

## Bref historique des forums sociaux mondiaux

En 2001, c'est à l'initiative d'acteurs des sociétés civiles du Sud et du Nord que se tient le premier Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) dont le slogan est : « Un autre monde est possible ». Une rencontre pour faire entendre les voix et les alternatives à la mondialisation, au même moment où se tient le Forum Économique Mondial de Davos. Le FSM a rendu évidente la capacité de mobilisation que la société civile peut acquérir quand elle s'organise à partir de nouvelles formes d'action politique, caractérisées par la valorisation de la diversité et la co-responsabilité. Le succès de la première édition a entraîné la création du Conseil International qui, lors de sa réunion fondatrice en 2001, a approuvé une Charte des Principes. Le Forum Social Mondial (FSM) est un espace ouvert de rencontres plurielles, diversifiées, non-gouvernementales et non-partisanes. Ces rencontres stimulent, de forme décentralisée, le débat, la réflexion, la formulation de propositions, l'échange d'expériences et l'articulation entre les organisations et les mouvements engagés dans des actions concrètes pour la construction d'un autre monde, plus solidaire, démocratique et juste, du niveau local à l'échelle internationale. Vous trouverez des articles de la part des personnes militantes du CCQCA qui ont participé au FSM à Montréal.

Source : Dépliant CSN: La CSN au forum social mondial, 2016

**VOICI UN BREF SURVOL DES QUELQUES ATELIERS PARMIS LES CENTAINES QUI ÉTAIENT PROGRAMMÉES AU FORUM SOCIAL MONDIAL, IL FALLAIT AJOUTER LES ASSEMBLÉES DE CONVERGENCE ET LES GRANDES CONFÉRENCES :**

### Services de garde éducatifs subventionnés : Le temps de faire le point

Alors que la politique familiale du Québec aura 20 ans en 2017, cette activité a été l'occasion de procéder à un bilan et d'échanger sur les perspectives dans le domaine des services de garde éducatifs subventionnés. C'était no-

tamment l'occasion d'échanger à propos des mesures qui sont en cours ou qui pourraient être mises en œuvre afin d'assurer la sauvegarde du modèle québécois des services de garde éducatifs subventionnés. À cette occasion, une démarche démocratique de consultation publique a été présentée, soit la création d'une commission indépendante et itinérante, suivie d'un grand sommet et du dépôt d'un livre blanc à l'Assemblée nationale, conduite par une organisation indépendante.

Intervenants : Dany Lacasse, FSSS-CSN, Louis Sénécal, AQCPE, Émilía Castro, CCQCA-CSN, André Lebon, Commission itinérante sur les services de garde éducatifs à la petite enfance.



### Les rendez-vous nationaux et sa communauté de pratique: une démarche pour assurer l'avenir du système public de santé et de services sociaux

Le système public de santé et de services sociaux est actuellement confronté à de nombreux défis. Plusieurs évoquent la possibilité que les principes d'universalité, de gratuité, de qualité et d'accessibilité qui nous sont si chers, soient compromis. Les rendez-vous nationaux sur l'avenir du système public de santé et de services sociaux ont permis à plus de 400 personnes provenant de 150 organisations de dégager des consensus autour des enjeux et des solutions à prioriser. De ces deux rendez-vous nationaux est née une communauté de pratique qui rassemble actuellement des leaders du domaine de la santé et des services sociaux et qui vise à soutenir la mise en œuvre de ces solutions. Présentation et discussion autour des enjeux, des solutions et de la démarche actuellement en cours.

Intervenants : Guy Laurion, FSSS-CSN, Michel Venne, Institut du Nouveau Monde, Michèle Pelletier, communauté de pratique en santé et services sociaux

### Quelles alternatives aux banques? Les expériences de Cresol Sicoper (Brésil) et de la Caisse d'économie solidaire Dejardins (Québec)

Un atelier de discussion portant sur l'apport d'institutions financières alternatives au développement d'une économie au service des communautés et des personnes. Particulièrement dans le contexte actuel de crise du capitalisme « Quelles sont les alternatives économiques, sociales et solidaires face à cette crise »? Avec ses 45 ans d'histoire et son actif de 730 millions de dollars, la Caisse d'économie solidaire est devenue au Québec l'institution financière des mouvements sociaux, des entreprises collectives et des citoyens engagés pour une économie sociale et durable. Cresol Sicoper est un réseau de 27 coopératives d'épargne et de crédit du Brésil implantées surtout en milieu rural qui, depuis 20 ans, contribue au maintien et à la valorisation de l'agriculture familiale de manière solidaire et responsable.

Animation: Émilía Castro

Luc Rabouin, Caisse d'Économie solidaire Desjardins

Volmir Oldoni, Cresol-Sicoper (Brésil)

Nous avons également participé aux assemblées de convergences qui se tenaient de 16 h à 18 h chaque jour. Elles étaient suivies de grandes conférences en soirée. Celle portant sur le thème « De l'Afrique aux Amériques, les femmes luttent pour leur droit », tenue le vendredi 12 août.



ÉMILIA CASTRO  
2<sup>e</sup> vice-présidente  
CCQCA

## MARAUDAGE DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

*Steve Gagnon, conseiller syndical, Service de syndicalisation*

La signature des ententes collectives du secteur public de l'été 2016 lance le processus qui nous amènera à un des moments déterminant dans notre vie syndicale. Le défi des prochains mois sera de tout mettre en œuvre afin de mener avec succès la prochaine campagne de maraudage dans le réseau de la santé et des services sociaux. Comme on le sait déjà, une importante série de vote d'allégeance syndicale aura lieu dans notre région ainsi que sur l'ensemble du territoire québécois. Nous sommes au cœur d'une période caractérisée par l'importance de multiplier les contacts avec nos membres ainsi que les sympathisants CSN. Nous avons, encore une fois, à mettre ensemble l'épaule à la roue. Les travaux préparatoires vont bon train. Aujourd'hui même nous préparons la CSN de demain. Nos militantes et militants ont toujours représenté notre force sur le terrain. Une présence au cœur de la vie des établissements du réseau nous confère une place de choix auprès des travailleuses et travailleurs. Comme dans tous les maraudages, il va sans dire que nous vivrons ensemble des moments fébriles. Votre contribution restera aussi appréciée qu'indispensable. Merci d'être là à faire rayonner notre organisation et nos valeurs.

### BIENVENUE

SYNDICAT DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE DE QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES (CSN), section « Les Petits Cheminots ».

Nous souhaitons la bienvenue aux 30 salariées du centre de la petite enfance « Les Petits Cheminots ». Ce centre se joindra au Syndicat régional des CPE de la région de Québec-Chaudière-Appalaches qui compte maintenant 57 sections et 1700 membres.

## LE CHANTIER NAVAL DE LÉVIS, PLUS QUE PRÊT À RECEVOIR DES CONTRATS

**Ann Gingras, présidente du CCQCA**

Personne ne peut prétendre que les eaux sont calmes pour les travailleuses et les travailleurs du chantier naval de Lévis. Après avoir effectué une traversée du désert de neuf ans sous le gouvernement Harper qui a privé ce chantier québécois de contrat tout en gavant les deux autres chantiers canadiens comparables, soit celui de Victoria en Colombie-Britannique et celui d'Halifax en Nouvelle Écosse, voilà que celui pour la réfection du brise-glace Pierre Radisson de la Garde côtière canadien lui échappe à nouveau.

Bien que ce contrat ait été donné à un autre chantier québécois, il est grand temps que nos gouvernements se rendent compte du bijou que nous avons, ici, entre nos mains. Après la rationalisation des chantiers au Québec, ce grand chantier maritime constitue le dernier au Québec. Reconnu comme étant le meilleur chantier naval en Amérique du Nord par la prestigieuse Lloyd's List, il serait impensable de perdre une telle entreprise qui fait vivre un grand nombre de famille et qui amène des retombées économiques importantes dans la région et au Québec.

Certes, nous étions énormément déçus lors de l'annonce. Cependant, nous n'avons aucunement l'intention de jeter la serviette, bien au contraire. Tout est en place pour permettre à ce chantier de se démarquer encore et pour toujours. En effet, au mois de juillet, alors que l'employeur souhaitait une prolongation de la convention collective de 18 mois pour lui permettre de soumissionner, les travailleurs ont refusé d'en faire les frais sans avoir aucune garantie en retour. La qualité de la main-d'œuvre est remarquable, mais pour la maintenir, la rétention est essentielle. C'est donc dans une proportion de 91 % qu'ils ont rejeté l'offre patronale.

Le comité exécutif du syndicat s'est mis rapidement au travail avec comme préoccupation, non pas la prolongation, mais le renouvellement de la convention collective et la pérennité du chantier. Moins de deux semaines plus tard, les syndiqué-es sont à nouveau réunis en assemblée générale pour se prononcer sur une entente de principe qui visait à renouveler la convention collective pour une période de cinq ans avec une bonification salariale de 13 %. Plusieurs gains sont à noter, notamment, les vacances, les primes et l'amélioration de la clause de sous-traitance.

Le chantier naval de Lévis, « la Davie », est le dernier grand chantier maritime au Québec. Il est grand temps que les cales soient utilisées à leur pleine capacité et aucun effort pour y arriver ne sera ménagé !

## La centralisation diminue les services en région

Encourager l'achat local ou penser « local » est une expression que l'on entend souvent au Québec. Le gouvernement libéral est à des années lumière de respecter cette maxime avec son projet de loi 10 qui a créé des mégastructures dans le réseau de la santé et des services sociaux soit les CIUSSS et les CISSS. En plus de rapatrier vers les grands centres des services qui étaient auparavant offerts en région, ce sont aussi les employés du réseau de la santé qui auront à envisager un déménagement pour continuer d'exercer la profession qui les passionne. Pour une région comme Thetford Mines qui tente par tous les moyens de se revitaliser, c'est un enjeu majeur. Le projet Optilab du ministre Barrette est un exemple patent. Actuellement, presque chaque établissement de santé dispose d'un laboratoire qui permet d'obtenir rapidement des analyses sanguines ou autres. Voilà que le ministre Barrette parle « d'optimiser » les laboratoires médicaux. De la pure foutaise, il s'agit tout simplement d'une autre façon pour le gouvernement Couillard de poursuivre les compressions dans le réseau de la santé en concentrant les laboratoires dans un même endroit. Comme conséquence, la manipulation et le transport d'échantillons sur de grandes distances par des entreprises du secteur privé comportent des risques d'erreurs et soulève des enjeux de sécurité et un stress indu pour les patients.



Autre conséquence avec le spectre d'Optilab, ce sont plus de 20 employé-es, ici à Thetford Mines, qui se questionneront sur leur avenir. Est-il possible de quantifier le nombre de patients qui seront localement affectés par ce projet? Non, mais la certitude qu'il y en aura demeure à court, moyen et long terme. C'est la même chose pour les services en CLSC qui seront coupés au profit des cliniques GMF (groupes de médecines familiales). La population de notre région mérite d'avoir accès à des services de santé et des services psychosociaux accessibles et de

qualité. Le projet de loi 10 cause un tort considérable aux régions comme la nôtre en privilégiant les grands centres. Dans les derniers mois, plusieurs actions de mobilisation ont eu lieu et un grand vent de contestation s'insurge contre les décisions qui découlent du ministère. Le dossier des tarifs de stationnement a fait couler beaucoup d'encre avec des augmentations qui pourront atteindre jusqu'à 60 % et ce n'est pas terminé. Nous sommes peut-être plus éloignés, mais cela ne signifie pas pour autant que nous sommes moins importants. Il faudra crier plus fort pour que nos voix résonnent à l'intérieur des murs du ministère. Solidarité!

Patrick Grégoire  
Vice-président 4

Centre de Santé et Services sociaux (CSSS) de la région de Thetford



La prochaine assemblée générale se tiendra le mercredi 12 octobre au Centre de congrès et d'expositions de Lévis. Vous recevrez la convocation dans les prochains jours.



## NOS LUTTES, NOTRE RESPECT



Gilles Lamontagne  
1<sup>er</sup> vice-président CCQCA

Salutations à vous tous camarades,

J'amorce ici un premier compte-rendu des luttes que certaines des travailleuses et des travailleurs que vous êtes, avez entrepris afin de vous faire respecter. Lors du dernier congrès du conseil central, nous avons débattu de la solidarité et des moyens pour la renforcer. Cette chronique de nos luttes saura, je l'espère, renforcer ces liens dont nous avons tous besoin pour tenir la minute de plus.

Nous parlerons ici de femmes et d'hommes, de travailleuses et de travailleurs, donc d'ouvrières et d'ouvriers, qui comme aimait tant le dire Michel Chartrand : « se lèvent chaque matin pour aller gagner leur vie et qui ont pris la décision de se mobiliser et de se battre afin de se faire respecter ».

Débutons par nos camarades dans deux centres d'hébergement privés soit La Roseraie du réseau « Sélection » à Sainte-Foy et Les Maronniers à Lévis qui sont en grève depuis le 15 juin. Le propriétaire a entrepris des rénovations afin de se doter de plus de 100 nouvelles places dans chacun de ces deux sites, mais la négociation piétine. Pourtant, les travailleuses et les travailleurs ne demandent pas la lune. Ils souhaitent des augmentations de 0,50 \$ de l'heure par an, et ce, pour les trois prochaines années et que la

négociation puisse être coordonnée. Ces personnes gagnent des salaires entre 11 \$ et 18 \$ de l'heure. Nous sommes bien loin d'un salaire exorbitant. Ce sont des personnes qui se dévouent au quotidien afin que les aînés aient un milieu décent et pour lequel elles paient un montant considérable.

L'autre conflit concerne nos RMU (répondants médicaux d'urgence). Des personnes qui travaillent dans l'ombre, mais dont notre vie dépend dans les moments les plus angoissants de notre existence, ils sont ceux qui travaillent à la centrale 911. Ce sont eux qui répondent aux appels d'urgence et qui dirigent les services ambulanciers sur les lieux des sinistres. En négociation depuis plusieurs mois, régis par des services essentiels leur empêchant de faire la grève, ils font face à un employeur qui ne veut rien entendre. Par le passé, ils ont toujours obtenu les mêmes gains que ceux du secteur public. Cependant, cette année, l'employeur change cet état de fait et refuse de donner les augmentations de salaire et les avantages obtenus lors de la négociation du secteur public. La détermination des syndiqué-es laisse penser qu'ils sont sur la voie d'un règlement satisfaisant. Ils demandent, tout comme les gens du préhospitalier, une table nationale de négociation. Le secteur du préhospitalier est, lui aussi, en moyen de pression. Leurs revendications sont les suivantes : retrouver une table centrale de négociation tant pour le normatif que le sectoriel, le régime de retraite, les primes et le fait que la charge de travail soit répartie équitablement pour l'ensemble des paramédics. Le ministre Barette voudrait mettre fin à la table centrale, ce qui renvoie la responsabilité aux différents employeurs de négocier des conditions de travail et de salaire qui risquent d'être fort différentes d'un secteur ou d'une région à l'autre. C'est un recul inimaginable pour ces gens qui ont gagné il y a plus de 25 ans, le droit de négocier avec l'agent payeur, c'est-à-dire le

gouvernement. Le ministre a fait des avancées en promettant une réponse à savoir s'il rétablirait les tables nationales, et cela d'ici la fête du Travail. Nos camarades des stationnements Indigo ont voté à plus de 94 % la tenue de moyens de pressions allant jusqu'à la grève à être exercée au moment jugé opportun. Leurs revendications concernent le salaire et le régime de retraite.

Enfin, la négociation coordonnée dans l'hôtellerie est en plein tumulte. Les moyens de pression s'accroissent et les membres des syndicats ont voté majoritairement, jeudi 25 août, une banque de 72 heures de grève. Leurs revendications concernent, entre autres, une meilleure reconnaissance des années de service, une meilleure protection des emplois, et de meilleures compensations. De plus, ils sont prêts à consentir une convention de 4 ans, mais en ayant la garantie de profiter de la croissance prévue dans leur secteur d'activité. En ce qui a trait au salaire, ils veulent 4 % pour les années 2016 à 2018 et 5 % pour 2019. Toutes ces femmes et ces hommes sont nos camarades et il est de notre devoir de les supporter tout au long de leur combat. Soyez solidaires et allez leur parler lorsque vous les croisez sur votre chemin, klaxonnez ou faites un simple geste de la main. Sachez que ces simples gestes sont d'une grande importance lorsque l'on se bat et que nous avons le sentiment d'être seul. Je vous incite ainsi à défendre leurs revendications lorsque vous le pouvez, en instruisant les gens qui seraient portés à les dénigrer. La solidarité n'a pas de prix, mais est inestimable pour les personnes qui luttent pour se faire respecter !



## Les valeurs à la bonne place

Plus qu'un simple slogan!

Chez SSQ, la préservation de l'environnement est une priorité. Nous savons que les abeilles à miel sont en danger et qu'elles sont responsables de la pollinisation du tiers des aliments que nous consommons. Nous devons les protéger. C'est pourquoi des ruches ont été installées sur les toits de nos édifices de Québec, Longueuil et Toronto.

Apprenez-en plus sur nos stratégies de développement durable au [ssq.ca/developpement-durable](http://ssq.ca/developpement-durable)



### À VENIR CET AUTOMNE

#### OCTOBRE

4 - 5 - 6

Formation exécutif syndical 1

12

Assemblée générale CCQCA

20 & 21

Formation trésorerie

26

Formation comité de surveillance

\*\*\*

#### NOVEMBRE

9 - 10 - 11

Formation AMT

17 - 18

Formation ISST

22 - 23 - 24

Formation ASP

29 - 30

Formation trésorerie

\*\*\*

#### DÉCEMBRE

1<sup>er</sup>

Formation secrétariat

6 - 7 - 8

Formation exécutif syndical 1

9

Formation comité de surveillance

Le Réflexe est publié quatre fois par année par le Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches (CSN). Il est tiré en 1200 exemplaires et est distribué gratuitement à tous les syndicats affiliés au conseil central.

**Rédaction:** Ann Gingras, Émilia Castro, Gilles Lamontagne, Claude Allard, Patrick Poirier, Steve Gagnon et Luc Forbeaux.

**Conception et réalisation:** Bérengère Lottin



CSSS de Thetford - 12 juillet



Hilton - 18 août - Négociation coordonnée dans l'hôtellerie



Hôtel Classique - Négociation coordonnée dans l'hôtellerie - 11 août



RMU (répondants médicaux d'urgence) - en grève depuis le 1<sup>er</sup> juin



CHU - 10 août - Hôpital Saint-Sacrement



Les Maronniers - 21 juillet 2016



Conférence de presse 27 juin 2016 - Secteur pré-hospitalier - paramédics

